

c) Un nouvel élément de la crise du P.C.F. est constitué par « l'affaire Marchais ». Sur un plan politique étroit, elle peut n'apparaître que comme la simple question du passé d'une personne, question non directement liée aux problèmes actuels et par suite, d'importance secondaire. Par contre, du fait de la structure hiérarchique et bureaucratique du P.C.F., nécessitant comme élément indispensable un dirigeant suprême dont l'autorité est indiscutée, elle constitue un facteur puissant de décomposition du Parti. Du temps de Thorez, il y eut parfois, notamment à partir du XX^e congrès, des crises, mais lorsque des questions gênantes pour la direction étaient soulevées, jamais l'autorité et la personne de Thorez ne furent mises en cause dans le P.C.F. ou même dans l'appareil (à l'exception du groupe « UNIR », mais la critique de ce groupe ne rencontrait guère d'écho auprès de ceux qui restaient dans le parti). Waldeck Rochet, comme secrétaire général, ne disposait pas du prestige de Thorez, mais son autorité ne fut pas discutée dans le parti. C'est la première fois que le principal dirigeant du P.C.F. est contesté dans sa personne et pour son passé, et pas seulement de l'extérieur, comme l'ont fait Garaudy et Tillon. Le fait même qu'il n'ait pas été officiellement nommé « secrétaire général » est une manifestation de l'opposition à ce qu'il remplisse cette fonction, exprimée par d'autres membres du Bureau Politique. L'absence d'un remplacement soit posée, discutée, résolue, ne peut qu'exacerber les dissensions internes et aggraver la crise. L'affaire Marchais ne peut qu'entraîner une perte d'autorité pour la direction dans son ensemble, ce qui permet aussi d'assurer une plus grande audience aux critiques qui s'expriment contre la politique du P.C.F.

Pendant de longues années, le P.C.F. a grandi sur des équivoques : il s'affichait parti révolutionnaire — sans révolution — parti réformiste — sans réforme —, parti démocratique — sans démocratie —, parti internationaliste — sans internationalisme —, parti patriote — sans patriotisme —, et servait en fait la bureaucratie du Kremlin. Tant par le développement de la situation internationale que nationale, l'heure de vérité approche où toutes ces équivoques apparaissent au grand jour.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

L'érosion des partis sous le régime gaulliste a eu pour conséquence principale que le rôle des centrales et organisations syndicales s'est accru sur le plan politique. Sur tous les grands problèmes, et pas seulement pour leurs revendications syndicales proprement dites, les travailleurs se tournent du côté des centrales pour connaître leur prise de position.

Depuis plusieurs années, les décisions et les manifestations des centrales comptent politiquement beaucoup plus que celles des partis. Séguy, Descamps, Bergeron sont aujourd'hui des personnages plus importants politiquement que Marchais, Savary ou même Mitterrand. D'ailleurs à l'exception de Force Ouvrière qui maintient dans ses propos la fiction de l'apolitisme du mouvement syndical, les centrales syndicales elles-mêmes affichent leur volonté d'intervenir dans l'orientation politique du pays.

Les bouleversements sociaux et la radicalisation des masses ont affecté à divers degrés le développement numérique, les orientations politiques et les rapports réciproques entre les organisations syndicales. Après la crise de Mai 68, certains courants anti-syndicaux se sont manifestés mais ils n'ont eu qu'une force très relative. Par contre, les syndicats ont recruté dans les couches ouvrières arriérées, jusque là inorganisées.

Force Ouvrière est la centrale qui a le moins bénéficié numériquement de mai 1968. Elle est désormais distancée par la C.F.D.T.. Elle n'a de positions solides que dans quelques catégories. Son déclin présente quelques analogies avec celui de la S.F.I.O.. F.O. est plus anticommuniste que jamais et persiste dans son refus de toute action commune avec la C.G.T.. Les opposants dans cette organisation ne constituent pas une force désireuse de prendre la direction et capable d'y parvenir ; ils se livrent seulement à une démagogie verbale.

La C.F.D.T. est l'organisation syndicale qui a connu l'évolution la plus intéressante au cours des dernières années, car elle permet de mesurer certaines transformations profondes qui se sont produites dans la classe ouvrière française. Née d'une rupture avec la hiérarchie catholique après de longues années de frictions intérieures, la C.F.D.T. a groupé dans sa politique des tendances contradictoires, les-unes technocratiques et susceptibles de s'intégrer à des solutions socialistes révolutionnaires.

Avant Mai 68, il existait un accord entre la C.G.T. et la C.F.D.T.. L'influence de la C.F.D.T. s'exerçant sur des couches ouvrières moins décisives que celles de la C.G.T., sa direction s'est permis, au cours de la crise de Mai 68, une démagogie qui lui a assuré un recrutement de jeunes et d'éléments orientés à gauche. Le dernier congrès de la C.F.D.T. s'est prononcé pour le socialisme. En outre, il s'y est manifesté des courants de gauche (autour du nom de Krumnov). Sur un plan politique, ces manifestations présentent un grand intérêt et la direction de la C.G.T. n'a pas caché ses craintes envers les courants de gauche de la C.F.D.T. qui favorisent la réflexion chez les militants de la C.G.T. et qui, à certaines occasions, ont contribué à déborder la politique décidée en commun par les deux directions. Mais, d'une façon générale, les militants de la C.F.D.T. ne disposent pas de la même incrustation et de la même pratique des luttes que ceux de la C.G.T.

A côté des centrales, la F.E.N. a toujours joué un rôle politique important dans le mouvement ouvrier, du fait de l'affermissement des tendances qui s'y poursuit et de la position charnière que la F.E.N. a tenue entre P.C.F. d'une part, et P.S. et autres formations socialistes, d'autre part. Au cours des dernières années, la tendance soutenue par le P.C. a gagné des voix aux dépens des tendances réformistes traditionnelles, mais a perdu sur sa gauche, au profit des tendances révolutionnaires (E.E. etc.)

La C.G.T. est la plus forte centrale et est enracinée dans les industries les plus décisives. Ses militants ont été habitués à se lier aux travailleurs et à les encadrer très fortement. Ils sont soit membres du P.C.F., soit contrôlés par celui-ci. Le régime de la C.G.T. est bureaucratique et ne permet guère que des opposants connus occupent, sauf exception, des fonctions syndicales jusqu'aux échelons les plus bas.

Pendant toute la période qui s'étend de la « guerre froide » (1948) à Mai 68, les militants communistes de la C.G.T. ont été les moins affectés par les crises qu'a connues le P.C.F.. Ainsi, en même temps que la C.G.T. donnait au P.C.F. sa force principale dans la politique française, elle a aussi aidé la direction du P.C.F. à isoler les opposants dans le parti. A la suite de Mai 68, cette couche de militants du P.C. continue encore à présenter une grande inertie. Cependant, des indices encore très limités qui se révèlent plus particulièrement là où l'appareil syndical est le moins fort, semblent montrer que des cadres syndicaux de base sont affectés par la radicalisation de leur classe et commencent à se poser des questions sur le programme de lutte mis en avant par la direction de la C.G.T..

Les transformations qui s'opèrent dans la classe ouvrière, les développements politiques qui en résultent tendant à favoriser la formation de courants oppositionnels, ce qui ne peut manquer de donner une base objective pour la formation de tendances dans les syndicats.

A plus longue échéance, la situation contribuera aussi à poser la question de l'unité syndicale (et pas seulement de l'unité d'action des syndicats). **Droit de tendance et unité syndicale sont deux mots d'ordre complémentaires : pour qu'il puisse vraiment y avoir unité du mouvement syndical, il faut qu'il y existe la démocratie ouvrière qui se traduit concrètement dans le droit de tendance.**